



EMMANUEL BAYLE,
PROFESSEUR DE GESTION DU SPORT
À L'INSTITUT DES SCIENCES DU SPORT
DE L'UNIVERSITÉ DE LAUSANNE

Sport étude

Le Qatar, un retour de boomerang pour la FIFA?

Le 2 décembre 2010, l'attribution de la Coupe du monde masculine de football 2022 au Qatar par la Fédération internationale de football (FIFA) lançait le début du «Qatargate» marqué par de forts soupçons de corruption. La désignation et les modalités d'organisation de ce Mondial ont aussi progressivement scandalisé une bonne partie de l'opinion publique internationale quant aux conditions de vie indécentes des travailleurs migrants construisant les infrastructures, aux coûts pharaoniques (220 milliards de dollars), au système de climatisation à ciel ouvert des stades, certes à partir de panneaux solaires, aux discriminations concernant les femmes et les personnes LGBTQ. Face au désastre écologique et humain dénoncé par certains, la FIFA voit son messianisme, visant à créer un monde meilleur grâce au football, fortement discrédité.

Les soupçons ou la corruption avérée d'attribution des Coupes du monde ne sont pas nouveaux, même dans des pays supposés plus vertueux (France 1998, Allemagne 2006, Afrique du Sud 2010). Le Qatar, premier pays arabe et musulman à organiser le tournoi, a osé défier l'hyperpuissance américaine,

candidate pour l'organisation de la même édition. C'est la justice américaine qui a été le bras armé de ce qui semble aussi être une vengeance en déclenchant le «FIFAgate» juste au moment du congrès de la FIFA visant à la réélection de Sepp Blatter à Zurich, le 27 mai 2015.

Ce scandale planétaire témoignera, depuis l'élection du Brésilien João Havelange en 1974 à la tête de la FIFA, d'une culture de la corruption profondément ancrée dans la gouvernance mondiale du football. Une quarantaine de personnes physiques et morales, pour la plupart sud-américaines, ont ainsi été inculpées et condamnées par la justice américaine. En retour, les Etats-Unis ont obtenu d'organiser la Coupe du monde 2026 avec ses partenaires canadien et mexicain.

Infantino a géré la crise et les finances

De nouvelles affaires ont émergé ensuite et notamment touché le nouveau président de la FIFA élu en 2016, Gianni Infantino, faisant même chuter le procureur général de la Confédération Michael Lauber en juillet 2020. Ces affaires dans les affaires, qui s'emboîtent comme des poupées russes depuis douze ans, sont difficiles à circonscrire et mêlent football, (géo) politique et business. Elles ont continué à décrédibiliser l'institution et à faire grandir dans l'opinion un sentiment anti-FIFA.

Sepp Blatter avait pourtant réformé les modalités d'attribution de la Coupe du monde en 2013, pour la confier au vote de l'ensemble des 208 fédérations nationales, et non plus à quelques membres coalisés du comité exécutif. Il a par ailleurs installé une commission d'éthique indépendante... qui le sanctionnera lourdement, tout comme Michel Platini, fin 2015. Malgré des sanctions judiciaires et aussi disciplinaires venant de la FIFA elle-même, et d'itératives réformes initiées en 2016 par Gianni Infantino, la gouvernance de la FIFA reste encore très problématique.

Aux conflits d'intérêts liés à la domination persistante des confédérations continentales au sein du conseil, s'ajoutent une absence de réels contre-pouvoirs face à l'exécutif. De plus, la rémunération de son président (3 millions de francs suisses en 2021), dans un contexte associatif qui plus est exonéré pour partie d'impôt tant en Suisse qu'en France où se situe désormais l'annexe de son siège social zurichois, apparaît excessive.

Gianni Infantino se présente toutefois comme un «bon gestionnaire» des intérêts du football mondial avec des revenus croissants à hauteur de 6,44 milliards de dollars sur le cycle quadriennal 2019-2022. Cette manne permet à la fois d'engranger des réserves et de redistribuer un pourcentage significatif de ces revenus auprès des fédérations nationales qui sont seules à voter et à contrôler son action. Le président, élu depuis six ans, n'est cependant pas parvenu à développer un deuxième produit lucratif pour le football mondial alors que l'UEFA en dispose désormais de trois (la Ligue des champions, l'Euro et la récente Ligue des nations créée en 2018) et génère deux fois plus de revenus que la FIFA.

La FIFA voit son messianisme, visant à créer un monde meilleur grâce au football, fortement discrédité

Le projet d'organiser le Mondial tous les deux ans ressemble à un serpent de mer. Le changement majeur a été d'agrandir la taille du business du tournoi avec le passage du nombre d'équipes de

32 à 48 en 2026. La FIFA dépend toujours principalement de son seul produit phare. Or, la Coupe du monde 2022 s'annonce périlleuse avec les premiers boycotts de médias, de villes (refus de fan-zones, d'écrans géants), de sportifs, de supporters avec des effets potentiels sur l'audience, les sponsors et le succès populaire planétaire attendu. Il faut dire que cette édition est une cible médiatique symbolique facile pour le monde occidental qui commerce et dialogue pourtant sans sourciller avec les pays du Golfe depuis de très nombreuses années.

Sous la pression d'Amnesty International

On pourrait rétorquer que cette Coupe du monde 2022 aura peut-être plus fait bouger les lignes pour les conditions de travail des migrants au Qatar que la diplomatie internationale, les règles du commerce mondial ou encore les cadres de responsabilité sociale des grandes entreprises. Depuis 2021, les travailleurs sont supposés bénéficier de la liberté de quitter leur emploi, d'une augmentation de 33% du salaire minimum, d'une allocation de logement et de nourriture même si ces rémunérations sont encore très faibles. La FIFA a envisagé, sous la pression d'Amnesty International, la création d'un fonds de compensation pour les travailleurs blessés lors de la construction des stades.

Le retour de boomerang pourrait être d'autant plus dommageable pour la FIFA et son président Gianni Infantino que la mondialisation du foot est désormais totalement aboutie. L'Amérique du Nord, la Chine et l'Inde ont été récemment converties à sa pratique et à son business tandis que la féminisation croissante des pratiquants et des spectateurs s'accélère sous nos yeux. Il reste pourtant une réalité: le spectacle du football, et par ricochet la FIFA et son président, pourrait bien se relever de tout cela tant son aura et son impact sur la société et la jeunesse sont majeurs en tant que culture universelle et sorte de bien commun mondial. ■